

# Cette casse délibérée

Par  
**STÉPHANE BEAUD**  
et **MICHEL PIALOUX** \*

**L**ES nouvelles usines installées à proximité de l'usine Peugeot de Sochaux préfigurent un aspect de l'avenir industriel. Le mode de gestion de la main-d'œuvre, lié à la méthode de la production « juste-à-temps », économise des emplois et intensifie le travail du personnel d'exécution. La condition ouvrière semble là frappée par la précarisation de son statut et par la fréquence des mises à l'épreuve des salariés. Les « jeunes » (20-30 ans), sélectionnés pour leurs « qualités » – disponibilité, souplesse, bonne présentation, aptitude à se laisser flexibiliser (c'est-à-dire à intérioriser le nouveau système de contraintes) –, occupent les postes d'« opérateurs » qui constituent plus de 80 % des emplois créés (1).

« Opérateur », ce nom donné depuis une dizaine d'années aux ouvriers de l'industrie automobile et des nouveaux secteurs industriels dissout la distinction entre qualifiés et non-qualifiés (les OS), entérinant la disparition des ouvriers professionnels (OP). Autrefois différenciée et hiérarchisée, la catégorie d'ouvrier cède la place à une catégorie, homogène

et indifférenciée, d'opérateur ou d'agent de fabrication. S'agit-il d'un simple habillage sémantique ? du produit d'un travail d'homogénéisation mené par les directions des ressources humaines ? d'une entreprise de dépolitisation du monde ouvrier ? Si les mots font les choses, défaire ces mots-là (à la fois catégories de représentation et instruments de mobilisation) contribue à démobilitiser ce qui autrefois se nommait la « classe ouvrière ».

L'apparition de cette catégorie d'opérateurs, qui renvoie à des transformations de la division du travail, révèle aussi à la fois une profonde restructuration du groupe ouvrier – paupérisation matérielle, sentiment de relégation et de décrochage dans la hiérarchie sociale, démoralisation du groupe – et des changements dans le reste de la société.

Si les nouveaux mots d'usine sont acceptés par les jeunes, le terme d'ouvrier fait l'objet d'un rejet, d'une disqualification : « *Moi, je ne suis pas ouvrier, je suis opérateur. Pour ceux qui ne bossent pas du tout dans l'entreprise, on est ouvrier. Mais ouvrier, pour moi, c'est plus la main-d'œuvre. Là, ce que je fais, c'est plus proche de l'électronique que d'aller sur un chantier* » (30 ans, niveau bac comptabilité). Il s'agit là d'une défaite symbolique lourde de sens, signe et symptôme d'un rapport de forces dans l'espace social. Être ouvrier aujourd'hui, c'est être condamné à demeurer dans un

univers socialement disqualifié. Et cette perte du vocabulaire ancien entraîne avec elle la crise de croyance dans le langage politique : pour bon nombre de jeunes, le discours qui en appelle à « la classe » apparaît devoir être rangé au magasin des accessoires.

Les opérateurs sont recrutés pour des missions d'intérim de courte durée, renouvelées en fonction de leur comportement au travail, où ils doivent démontrer disponibilité et loyauté à l'égard de l'entreprise. Ils n'exercent plus un métier (avec son langage, sa culture, ses modes de transmission entre anciens et nouveaux), mais une sorte d'ouvrage ponctuel lié à un projet ; ils sont embauchés pour assurer un objectif limité (sortir telle voiture, fabriquer telle pièce). On comprend bien les avantages de ce « projet du pauvre » qu'on assigne comme objectif à ces agents de fabrication : il permet de rompre avec certaines des anciennes garanties collectives comme les qualifications reconnues et la progression de carrière (2). Dans les petites et moyennes entreprises (PME) de sous-traitants, les opérateurs sont payés au SMIC, quel que soit le diplôme qui leur a donné accès à ces emplois. Et on leur fait comprendre qu'ils n'ont pas à attendre une progression de carrière : le mieux qu'ils puissent espérer est de « passer moniteur » (emploi d'animation de l'équipe, qui donne droit à un bonus d'environ 300 francs par mois).

Les horaires de travail sont très variables, les équipes ne se connaissent pas, l'ambiance de travail est unanimement décrite comme « mauvaise ». Qu'ils travaillent à Sochaux ou dans des emplois intérimaires qualifiés, les jeunes n'hésitent pas à traiter ces emplois d'opérateurs de « *boulots de chien* ».

Malgré cela, la concurrence pour en décrocher un (souvent perçu comme la première étape vers un travail stable)

est vive entre les jeunes chômeurs ou stagiaires de la région. Très peu d'enfants d'immigrés sont embauchés ; une partie croissante des opérateurs est constituée par des bacheliers (« bac + 1 » ou « bac + 2 »), enfants d'ouvriers pour la plupart, qui vivent le retour à l'usine comme un retour à la case départ. Cette main-d'œuvre juvénile apparaît travailleuse, docile, nullement frondeuse. Bref ce sont souvent des ouvriers comme « le capitalisme » les a toujours rêvés (et qu'il s'est employé à créer). Les dirigeants de ces PME expliquent à leurs salariés qu'ils sont engagés dans une terrible compétition économique avec d'autres entreprises du Sud (Tunisie, Turquie, etc.). Et ils tendent à les dissuader de tout type d'action collective, à commencer par la création d'une section syndicale d'entreprise. Une partie du recrutement des opérateurs a pour enjeu de s'assurer de leur docilité. Ce qui peut expliquer, par exemple, la fréquence du recours aux mères célibataires, moins susceptibles de se lancer dans un mouvement de grève.

Ainsi, dans la France industrielle, deux types de population ouvrière coexistent : d'un côté, des opérateurs de PME (smicards, jeunes, taillables et corvéables à merci, non syndiqués) ; de l'autre, des ouvriers de grande usine, « ouvriérisés » de longue date, bénéficiant d'une forme de protection sociale notamment grâce à la présence de délégués syndicaux dans les ateliers. Cette coexistence n'est pas sans effet sur les représentations que se font les ouvriers du monde social. A Peugeot-Sochaux, la délocalisation de la grande usine et le développement d'unités de production sous-traitantes ont eu en partie pour objectif de contourner la résistance ouvrière aux tentatives de « modernisation » des rapports sociaux et des « mentalités » (3).

\* Sociologues, maîtres de conférence à l'université de Nantes et de Paris-V, coauteurs de *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Fayard, Paris, 1999.

## « On revient en plein XIX<sup>e</sup> siècle »

L'ÉMERGENCE de ce nouveau modèle d'opérateur dans des usines où précarisation et intensification du travail vont de pair peut être interprétée comme un symptôme à la fois de l'apparition d'une sorte de *working poor* à l'américaine dans l'industrie (4) et de la désagrégation de l'ancienne classe ouvrière organisée autour des ouvriers professionnels (OP), syndiquée dans ses bastions, dont les avantages, conquis par des luttes localisées, étaient ensuite étendus aux plus petites entreprises grâce à la négociation d'accords de branche. C'est la classe mobilisée qui avait permis d'arracher des gains réguliers de pouvoir d'achat tout au long des « trente glorieuses » (1944-1974), qui avait unifié les différentes fractions du groupe (qualifiés/non-qualifiés, d'origine ouvrière/paysanne, Français/immigrés, hommes/femmes). Or, depuis le début des années 90, les profondes transformations de la division du travail ont fait apparaître des sous-groupes fragilisés, devenus très vulnérables, dont on ne sait plus s'ils sont dans ou hors de la classe.

Jusqu'au début des années 80, Peugeot avait garanti un bon salaire et des avantages à ses ouvriers. Beaucoup de familles de salariés, notamment celles des ouvriers qualifiés, chefs d'équipe et agents de maîtrise, avaient fait confiance à l'entreprise, éprouvé le sentiment d'avoir contracté une dette morale à son égard (on entend encore, à propos de la famille Peugeot : « Ils ont fait beaucoup pour la région »). Au milieu des années 80, les familles ouvrières ont découvert que Peugeot, ce colosse qui les avait longtemps protégées et fait vivre, était fragile et que, désormais, une menace pesait sur elles, qui pouvait les entraîner jusqu'au chômage ou à l'« exclusion ». La plupart des anciennes « protections » – sociales (le paternalisme de l'entreprise), politiques (les syndicats et le rapport de forces en faveur des salariés), symboliques (la fierté de l'ouvrier Peugeot, le

sentiment d'appartenir à un groupe, à une « classe ») – ont peu à peu disparu.

Pour les ouvriers qui avaient bénéficié d'une amélioration régulière de leurs conditions d'existence et connu l'expérience, souvent heureuse, de la lutte collective, cette (re)découverte de la vulnérabilité constitua un véritable choc. Elle s'identifia à un terrible recul : « On revient en plein XIX<sup>e</sup> siècle », ne cessent de répéter les militants ouvriers. La précarité économique survient après une époque où l'espace social s'était ouvert. Déstabilisés dans leurs logiques d'identification politique et symbolique, les ouvriers prennent conscience qu'en échappant au filet protecteur des anciens systèmes de sécurité ils risquaient d'être engloutis dans une spirale de sous-prolétarianisation. Au demeurant, alors que depuis quinze ans la classe ouvrière a subi de plein fouet le mouvement de creusement des inégalités, cet affaiblissement n'a pas été bien perçu par l'opinion publique. Disposant encore d'un emploi (dont personne ne cherche trop à savoir de quoi il est fait et combien il rapporte), les ouvriers

(1) L'utilisation de personnes en précarité de longue durée, où sont associés intérim et contrats à durée déterminée (CDD) pour les emplois classés « les moins qualifiés », s'intègre désormais dans une gestion externalisée de l'incertain : incertitude de la demande sur le marché des produits et incertitude sur le comportement individuel. Cf. Armelle Gorgeu, René Mathieu, Michel Pialoux, *Organisation du travail et gestion de la main-d'œuvre dans la filière automobile*, Cahiers du Centre d'études et de l'emploi, Paris, 1998.

(2) Dans ces usines, la hiérarchie ouvrière s'est fortement resserrée. Il existe, d'un côté, les chefs d'équipe ou contremaîtres (appelés AM1, AM2) et, de l'autre, les opérateurs.

(3) Lire Michel Pialoux, « Stratégie patronale et résistances ouvrières », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, n° 14, 1996.

(4) Le terme désigne ceux qui, tout en travaillant, dans des sous-emplois sous-rémunérés, n'arrivent pas à obtenir des revenus supérieurs au niveau officiel de pauvreté, pourtant fixé très bas. Aux États-Unis, on estime que plus de douze millions de salariés à plein temps ne peuvent pas assurer des conditions normales d'existence à leur famille.

n'apparaissent victimes d'offenses qui choquent la conscience collective que lorsque les patrons « exagèrent » (Moulinex, Michelin). Dans la course à la compassion, ils arrivent après les « exclus ». C'est-à-dire quand la compassion est épuisée.

Dans les nouvelles PME, rien ne favorise une sociabilité ouvrière, tout s'organise pour que les opérateurs ne se rencontrent pas : les pauses sont brèves, les horaires de travail si variables que les rendez-vous après le « boulot » sont difficiles à fixer. Surtout ces jeunes se vivent dans le provisoire, ne pensent pas rester à l'usine. Ce n'est que progressivement – et douloureusement –

qu'ils se font à l'idée qu'ils ne bougeront plus. L'hétérogénéité des salariés prévient la constitution de collectifs de travail, d'intérêts communs, d'un sentiment d'appartenance entre salariés susceptibles d'être exposés à la menace de délocalisation de l'établissement.

Ces nouvelles formes de précarité rendent aléatoire tout enracinement usinier, toute transmission d'une culture de travail et d'une culture d'opposition (5). Les quelques ouvriers qui conservent un état d'esprit contestataire ne sont pas toujours bien vus des jeunes. Une ouvrière de vingt-quatre ans, embauchée en intérim depuis un an (niveau BTS comptabilité), estime ainsi qu'ils « chipotent ».

## Déstabilisation scolaire

LES logiques d'individualisation (comme celles du salaire, des primes, etc.) se sont largement développées dans les entreprises (6). Encouragées par le patronat, elles sont aussi reprises et assumées par certaines fractions du groupe ouvrier. C'est le cas non seulement des plus conservateurs (que localement on appelle les « peugeotistes ») mais aussi de ceux qui, comme ils disent, ont envie d'« évoluer », c'est-à-dire d'avoir accès à la « modernité » (notamment ce qui touche à l'informatique), de sortir de l'isolement de leur poste de travail, de comprendre l'ensemble du processus de production dans lequel ils sont impliqués (la logique des flux tendus et celle des cercles de qualité les y invitent d'ailleurs constamment) (7).

C'est en ce sens que s'exerce la capacité de séduction du nouvel esprit du capitalisme sur certaines fractions du groupe ouvrier, notamment les jeunes. Entrer dans la modernité leur offre des perspectives d'identification différentes de celles, traditionnelles, du mouvement ouvrier classique, qui ne leur apparaît plus porteur d'un espoir collectif et qui semble même les enfermer dans un monde vieux dont les mots sociaux n'accrochent plus sur la réalité. Pour les jeunes ouvriers, soumis à la succession souvent humiliante de petits boulots sans avenir, le mot d'exploitation, s'il désigne une réalité parlante, n'est ni maîtrisé ni utilisé : fille d'immigrés algériens, une ouvrière préfère parler d'« exploitation ».

Mais, pour comprendre la difficulté des mobilisations ouvrières et la façon dont les formes de conscience ouvrière ont évolué, il faut aussi analyser les changements fondamentaux de la socialisation scolaire liée à la poursuite d'études en milieu populaire. Depuis une vingtaine d'années, la dévalorisation du travail ouvrier a été amplifiée par la « désouvrierisation » hors de l'usine, notamment à l'école. Le système scolaire français semble en effet avoir eu pour fonction d'amortir le choc de la

modernisation industrielle, une bonne part des tensions sociales liées à la fois à l'impératif de remplir les normes de compétitivité et à la dégradation des conditions de vie des classes populaires s'étant trouvées reportées sur l'école. Plus marquée dans les vieilles régions ouvrières, la dévalorisation de l'enseignement professionnel a déstabilisé des lycées généraux, qui n'étaient pas prêts à accueillir les « nouveaux lycéens ». Les enfants d'origine populaire ont dû affronter, à armes inégales, la concurrence scolaire de leurs camarades socialement et culturellement favorisés.

L'allongement de la scolarité a ainsi placé une fraction croissante de ces enfants issus de milieux populaires dans une situation d'incertitude et de désarroi. Certains d'entre eux déclarent même, après coup, qu'ils auraient préféré ne pas s'engager dans des études longues tant ils ont eu l'impression, très déstabilisante, de ne pas avoir été à la hauteur. Sur fond d'amertume, voire d'aigreur, liée à leur échec scolaire, de nombreux « malgré nous » de l'école développent alors une certaine forme d'anti-intellectualisme et, par extension, un refus des idées progressistes incarnées par les enseignants.

C'est là que la rupture est particulièrement nette avec la génération des parents, notamment celle des militants ouvriers frustrés d'une scolarité longue. Ayant interrompu leurs études pour entrer précocement à l'usine, l'engagement dans le militantisme avait constitué pour eux une manière de « se cultiver », de combler une partie de leur retard scolaire et culturel. Or leurs enfants, engagés dans des études longues, ne reprennent pas souvent le flambeau : passés du côté du lycée ou de l'université (c'est-à-dire du côté des « élus »), ils ont tendance à croire que l'héritage politique des pères ouvriers ne les concerne pas. Non qu'ils le renient – certains y voient de la grandeur –, mais ils le trouvent inadapté à leur situation. Surtout, ils ne veulent pas être enfermés dans une identité ouvrière qu'ils jugent trop étroite.

COAS

L'allongement des études des enfants a ainsi contribué à disqualifier l'expérience sociale et militante des parents. Les ouvriers, qui ont dû faire face aux nouvelles formes de domination au travail, affrontent aussi, chez eux, la contestation d'une partie de leur identité sociale par leur progéniture, grisée par son statut scolaire. L'école contribue alors à creuser la distance – sociale, culturelle, affective – entre les deux générations, à alimenter l'hostilité à tout ce qui « fait ouvrier » et vieux, à établir un nouveau rapport au corps et à la politique : elle produit un éloignement par rapport à la tradition militante – les « luttes », les « corps à corps », les « bagarres » syndicales et politiques. Les grèves de lycéens de 1994 et de 1998-1999 ont d'ailleurs mis en lumière cette dénégaration des conflits, cette suspicion du « syndicat ».

Rien de tout cela n'implique la disparition dans les entreprises de toute forme de résistance, inséparable de toute situation de domination. Avec le temps, des solidarités naissent au travail, des affinités se construisent, des figures militantes émergent. Le conflit social qui a éclaté, en novembre 1999, dans les petites entreprises sous-traitantes du groupe qui produit la Smart le prouve (lire encadré). Néanmoins, l'étude des

## Grève victorieuse des « opérateurs »

La grève qui a éclaté en novembre 1999 au sein des entreprises sous-traitantes du groupe MCC (Micro Compact Car), lié à Mercedes, qui produit la voiture Smart à Hombach (Lorraine), a illustré la fragilité des nouvelles organisations industrielles en flux tendus. Elle a aussi fait apparaître sur le devant de la scène la nouvelle figure ouvrière de l'opérateur, qui se distingue assez nettement de l'ouvrier des grandes entreprises (constructeurs ou vieux équipementiers).

Entre 1995 et 1997, à proximité immédiate de l'usine de Hombach (1 200 salariés) en cours d'aménagement, une dizaine d'équipementiers ont construit des établissements : dix entreprises implantées sur le site même de production de la Smart - des « partenaires-systèmes » selon MCC - fabriquent et assemblent des modules qui sont ensuite transportés à l'usine de montage. La mise en œuvre de ce concept d'intégration va permettre de ramener à cinq heures la durée d'assemblage d'une voiture (soit un gain de 30 % à 40 %) et d'accroître la productivité.

Autour de l'usine en forme de croix, où MCC réalisera le montage et la finition des véhicules, les usines des « partenaires-systèmes » sont en effet disposées en étoile, autorisant pour le futur un agrandissement de leurs bâtiments (1). Ces usines sont peuplées de jeunes opérateurs payés au SMIC : la main-d'œuvre, dont la moyenne d'âge est très basse, autour de vingt-trois ans, n'était pas syndiquée jusqu'aux dernières élections professionnelles (2).

Le 15 novembre 1999, au moment où commence le début de la production de la version Diesel de la Smart, qui doit être lancée en décembre sur le marché allemand - il y va sans doute de la survie de l'usine de Hombach -, plusieurs semi-remorques et quelques dizaines de grévistes bloquent les portes de l'usine, empêchant l'approvisionnement. La direction doit mettre très vite 1 200 ouvriers (sur 1 500) en chômage technique. Et, en même temps, elle s'emploie à faire pression sur les équipementiers pour que ceux-ci mettent un terme au conflit. Les salariés de Magna-Châssis (une des entreprises en grève) obtiennent une prime annuelle de 7 000 F (équivalant à une augmentation d'environ 8 % du salaire moyen mensuel), ceux des autres entreprises touchées par le mouvement obtiennent des augmentations de 300 à 500 francs par mois, bien supérieures à celles habituellement obtenues ces dernières années.

Le retentissement de l'action est grand dans ce bassin d'emploi, autrefois fief des ouvriers du fer, longtemps dévasté par le chômage (3). Tout se passe comme si, profitant d'une conjoncture exceptionnelle, exploitant une potentialité inhérente au système, un petit groupe de « jeunes » avait réussi, en reprenant des modes d'action offensifs, à s'arracher à la torpeur qui recouvrait la région.

(1) Cf. *Les Echos*, 18 septembre 1996.

(2) *Le Monde*, 29 novembre 1999.

(3) Lire l'enquête de Pierre Rimbart et Rafael Trapet, « Amère normalisation en Lorraine », *Le Monde diplomatique*, octobre 1997.

différentes dimensions de l'existence sociale ouvrière laisse apparaître la déstabilisation symbolique de l'ancienne culture ouvrière, profondément politisée. Elle comportait des éléments existentiels et éthiques, une sorte de protestation quasi muette contre la façon dont on était traité dans l'usine. Elle permettait de conserver et d'affirmer (tant bien que mal et plutôt mal que bien) un minimum d'estime de soi. Or la question de la politisation ne peut pas être séparée de celle de la manière dont le groupe défendait sa dignité, dont les ouvriers résistaient à la chute, toujours possible, dans l'indignité et dans la paupérisation. Aussi bien dans l'univers du travail que dans celui du hors-travail, défense collective et résistance individuelle se combinaient. Ce qui faisait la « classe », c'était certes l'idéologie, les porte-parole, les partis et les militants ouvriers, élus et syndicalistes. Mais c'était aussi des phénomènes de morphologie sociale plus difficiles à percevoir et eux aussi en voie de transformation rapide : le rôle (qui se réduit) des ouvriers professionnels, la mémoire du groupe (clivée par la question de l'immigration).

Les ouvriers professionnels ont longtemps constitué le pivot de la classe ouvrière. Ils en assuraient la respectabilité en la représentant dignement. Mais, surtout, ils offraient un modèle d'identification aux autres ouvriers, contribuant à faire d'eux un groupe socialement et politiquement puissant. Une « société ouvrière » pouvait ainsi s'organiser à l'extérieur de l'usine tout en prenant appui sur des ressources politiques et symboliques constituées dans les ateliers. Cette société disposait de catégo-

ries, de hiérarchies, de valeurs, de principes d'existence, par rapport auxquels les habitants de la région se définissaient. Et les militants ouvriers, dont certains faisaient de belles carrières d'élus dans les villes ouvrières proches de l'usine, encadraient les classes populaires dans les quartiers. Tous ces éléments garantissaient la forte intégration du groupe ouvrier local. Dans cette configuration, les OS se définissaient avant tout par rapport aux OP, qui constituaient pour eux un point de mire, un groupe de référence. Cette société ouvrière vivait, pour partie, en autarcie, et dans une sorte d'autosuffisance.

Pendant que l'affaiblissement des ouvriers professionnels a brisé ce ressort des identifications, du côté des OS, les très grandes difficultés des enfants d'immigrés à se faire une place sur le marché du travail ont perturbé l'ordre de succession des générations ouvrières. A partir des années 80, le relais n'a pas été passé entre les militants ouvriers et les enfants d'immigrés passés par l'université, qui possédaient les dispositions à la révolte et à la lutte collective.

Pour une série de raisons politiques (la peur d'être « instrumentalisés » comme

avaient pu l'être leurs aînés qui avaient milité au PS et été inscrits sur des listes municipales comme « beurs de service », sociales (la montée parallèle du vote Front national et de la discrimination à l'égard des jeunes immigrés) et internationales (la guerre du Golfe constitua un moment fondamental dans la production d'une coupure entre « Français » et « immigrés »), nombre d'enfants de Maghrébins se sont sentis repoussés du côté de la culture « arabe ». La cassure est très forte avec le monde ouvrier (« français ») : la plupart des enfants d'immigrés ne veulent pas reproduire la situation de leurs parents, n'entendant pas être à nouveau des « Arabes surexploités ».

Ce clivage du monde ouvrier est bien illustré par la différence d'entretien de la mémoire collective des deux sous-groupes (« Français » et « immigrés »). Alors que la mémoire ouvrière est laissée en jachère (8), celle des immigrés (en particulier maghrébins) est ardemment portée par certains enfants de la deuxième génération, qui redécouvrent l'histoire de leurs parents à mesure que ces derniers vieillissent et partent à la retraite. Ils écrivent des livres, font des films où sont rappelées l'exploitation au travail et la dureté des conditions de vie dans les bidonvilles de la banlieue parisienne ou lyonnaise (9).

Le contraste est saisissant entre une mémoire ouvrière quasi inexistante qui ne parvient pas à intéresser les descendants du groupe et une mémoire immigrée qui « parle » à la seconde génération et qui réhabilite les pères comme les mères, en leur redonnant parole et dignité. Le clivage de cette mémoire ouvrière contribue toutefois à séparer un « groupe » qui pouvait être relativement uni grâce à un travail militant de représentation politique et syndicale. Là aussi, la question des conditions dans lesquelles pourraient se produire de nouvelles identifications et se nouer de nouvelles alliances reste ouverte.

**STÉPHANE BEAUD et MICHEL PIALOUX.**

(5) L'étude du militantisme ouvrier a établi qu'il fallait du temps pour construire dans les ateliers quelque chose qui ressemble à une culture politique.

(6) C'est le rêve, pour les uns, le cauchemar, pour les autres, de la scolarisation des attitudes au travail, dont la forme caricaturale a été la mise en place, au début des années 90, de tableaux de mérite ou de démerite dans les ateliers. Les ouvriers y étaient notés et classés en fonction du nombre de défauts qu'ils avaient laissé passer.

(7) De même les « cercles de qualité », combattus, voire honnis, par les syndicats CGT et par les vieux OS, qui y voient un moyen « pour la direction de voler le savoir-faire et les combines des OS de chaîne ».

(8) Le film *Reprise*, d'Hervé Le Roux (1997), reste une exception. A Sochaux, la flamme du souvenir est extrêmement difficile à alimenter. Tout se passe comme si la mémoire ouvrière locale ne pouvait revivre que sous une forme un peu folklorisée.

(9) Voir notamment le film de Yamina Benguigui, *Mémoires d'immigrés. L'héritage maghrébin* (1997).